

# Zakia Khattabi invite Jean-Marc Nollet à la rejoindre à la tête d'Ecolo

**L'assemblée générale du 9 novembre doit encore se prononcer sur le choix du successeur, ad interim, de Patrick Dupriez, qui s'est effacé au lendemain des communales.**

**BENOÎT MATHIEU**

Et à la fin, c'est Jean-Marc Nollet qui gagne.

Voilà une dizaine de jours que Zakia Khattabi consultait et rumina. Et pour cause: le 19 octobre dernier, après la victoire engrangée par les verts aux communales, son binôme à la coprésidence tirait sa révérence. Pour raisons personnelles, Patrick Dupriez, sentant qu'il ne pourrait exercer sa mission «à la hauteur de cette nécessité dans les mois qui viennent», préférerait passer le relais.

Directement, la patronne d'Ecolo s'est mise en quête d'un remplaçant – par les vertus des règles chères à Ecolo, il fallait que ce soit un homme wallon. On écrit «remplaçant», parce qu'il s'agit bien d'un intérim. À savoir remplacer Patrick Dupriez au sein du «ticket» formé avec Zakia Khattabi, et valable jusqu'aux élections de mai 2019 – enfin, un peu après, parce qu'il est également question de gérer le round post-électoral et de mener les éventuelles négociations.

Rapidement, quelques noms ont émergé. Jean-Marc Nollet, évidemment. Mais aussi Stéphane Hazée, Georges Gilkinet, Philippe Henry, voire Jean-Michel Javaux (lire L'Echo du 23 octobre) – sans oublier la possibilité d'une surprise de la chef.

Cela dit, un scrutin géant se profile – sept mois, cela file, c'est déjà de-

main. Et l'enjeu est de taille, pour les verts. Il faut confirmer, voire amplifier la «vague verte» qui a commencé à déferler le 14 octobre dernier. Savoir encaisser les coups; en donner, aussi. Forcément: puisque PS, MR et cdH ont régressé et qu'Ecolo et PTB ont progressé, c'est que les seconds ont chipé des électeurs aux premiers. Autant dire que les verts vont être pris pour cible, tandis que les autres partis vont être tentés de verdir leur discours. Ajoutez à cela le relatif inconfort dans lequel Ecolo risque de se retrouver: ayant «converti» des électeurs tant du MR que du PS, il ne va guère être aisé de clairement se situer sur l'axe classique «gauche/droite».

## «Expérience et combativité»

Bref. Il fallait à Zakia Khattabi quelqu'un d'aguerri et d'expérience – «expérience et combativité», voilà ce qu'elle recherchait. À ce petit jeu-là, deux noms ressortaient nettement. Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au Parlement wallon. Et Jean-Marc Nollet, son homologue à la Chambre, où il mène, avec Kristof Calvo de Groen, la vie dure à Marie Christine Marghem (MR) – la ministre de l'Énergie les ayant surnommés «Doel 1» et «Doel 2». Sauf que Stéphane Hazée a décliné, malgré l'autorisation de cumuler sa fonction actuelle avec l'intérim en question – à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle, même chez Ecolo.

C'est donc Jean-Marc Nollet qui empêche la mise. «Dans une configuration inédite et temporaire, il est

l'homme de la situation, assure Zakia Khattabi. Depuis la Chambre, il poursuivra les combats qui sont les siens; en intérim à la coprésidence, il viendra m'appuyer et me renforcer dans la voie tracée à l'horizon 2019.» Et de remercier au passage le bouillant chef de groupe pour la «force de travail» déjà mise au service de la tête du parti.

«Un choix gagnant», vante la coprésidente. Qui va devoir en convaincre l'assemblée générale qui se tiendra le 9 novembre – ce n'est qu'avec ce feu vert que Jean-Marc Nollet sera effectivement bombardé coprésident. Et une AG verte, cela peut être turbulent et imprévisible. Risquons quand même ce pronostic: on voit mal le parti désavouer sa coprésidente à une encablure des élections – c'est plutôt au début des années 2000 qu'Ecolo parvenait à se tirer de la sorte une balle dans le pied.

Reste à savoir si le duo fonctionnera bien. Deux fortes têtes ne risquent-elles pas de se rentrer dans le chou? Pas si les rôles de l'un et de l'autre ont été clairement définis.

Autre écueil: le dossier du photovoltaïque que l'ancien numéro deux de l'exécutif wallon traîne comme un boulet. Assez injustement, faut-il le rappeler, puisque la bombe avait été posée par le cdH André Antoine. N'empêche: à peine évoque-t-on le nom de «Nollet» que l'attaque est lancée: «Photovoltaïque toi-même!». Surtout en provenance du MR, où ce réflexe est presque pavlovien. Pas certain toutefois que cela suffise, comme estocade, les libéraux étant à présent passablement embourbés dans leur propre marais énergétique.

# Les présidentielles, répliques de mai 2019

Et voilà! Ecolo s'est doté d'un nouveau coprésident, suite au départ de Patrick Dupriez (lire ci-contre). Une fonction intérimaire, la «véritable» élection verte étant toujours prévue pour la mi-2019. Et dans les autres formations politiques francophones, qu'en est-il? Faisons la tournée des boutiques.

■ **cdH.** «*Drôle de question*», sourit-on au sein du parti humaniste. Sous-entendu: le sujet n'est absolument pas à l'ordre du jour. C'est que, alors que la page communale se tourne, se profile le triple scrutin – fédéral, régional et européen – de 2019. À haut risque pour le cdH, notamment à Bruxelles, où il lutte pour sa survie. Alors, vous pensez bien, ce n'est pas le bon moment pour une présidentielle interne. Qui est de toute façon prévue dans les six mois suivant les élections, soit au plus tard à la fin 2019.

Avec un Benoît Lutgen candidat? Des challengers? Puisque l'on vous dit que la question ne se pose pas encore.

■ **DéFI.** Chez DéFI, le conseil général a fixé la balise suivante: octobre 2019. On voit mal le parti se passer du tout-puissant patron avant la course aux urnes du mois de mai. Mais après? Olivier Maingain est à la tête du parti amarante depuis des temps immémoriaux – 1995, pour être précis, soit une éternité, en politique. Et comme le décumul est le nouveau dada de DéFI et que le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert a assuré qu'il se consacrerait entièrement à sa charge

locale, on imagine qu'il y a du passage de relais dans l'air.

Reste que, pour l'heure, aucune figure montante ne semble devoir nettement s'imposer. C'est ça, aussi, monopoliser la présidence: créer une sorte de vide derrière soi.

■ **MR.** C'est au Mouvement réformateur que le timing est le plus serré: le mandat d'Olivier Chastel prend fin le 12 décembre prochain. «*La procédure à suivre sera déterminée dans les prochaines semaines*», se borne-t-on à dire, à la Toison d'Or.

À vrai dire, deux options sont sur la table. La première consiste à reporter la question et à maintenir Olivier Chastel à la tête des libéraux jusqu'à la mi-2019 – après les élections, donc. C'est la piste la plus évidente tant il peut être périlleux, chez les bleus, de mener une élection interne avant une tournée électorale de cette ampleur et après la solide gifle encaissée lors des communales. L'autre option, évidemment, est de maintenir la présidentielle interne. La question devrait être tranchée début novembre, après la semaine de vacances.

# 12/12/18

**Officiellement, le mandat d'Olivier Chastel à la tête du MR se**

**termine le 12 décembre. Mais pourrait bien être prolongé.**

■ **PP.** Au Parti populaire, Mischaël Modrikamen est en place jusqu'en juin 2021. Même si les résultats engrangés en mai 2019 pourraient avoir une influence. Quoique: le parti ayant déjà eu du mal à attirer des candidats sur ses listes, ramassant au passage quelques bras cassés, ici aussi la question de la succession risque d'être périlleuse. Le PP est-il le parti d'un seul homme, qui peine par ailleurs à s'imposer?

■ **PS.** Au Parti socialiste, cela sent de plus en plus la fin de règne, même si celle-ci a été longue. Les élections internes sont prévues dans la foulée du scrutin de mai 2019. Président depuis 1999, avec une interruption – et encore – entre 2011 et 2014, Elio Di Rupo a déjà déclaré qu'il ne serait «*probablement pas*» candidat à sa succession. L'heure de Paul Magnette aurait-elle enfin sonné?

■ **PTB.** Arrivé en 2008, Peter Mertens devrait rester président du PTB jusqu'en 2020, année où se tiendra le prochain grand congrès du parti. **B.M.**